

COMPTE RENDU DU WEBINAIRE N°8

Webinaires sur le climat - Science, recherche et innovation

Initiation au calcul du bilan carbone

Jeudi 27 août 2026



Webinaires sur le climat - Science, recherche et innovation

Initiation au calcul du bilan carbone

Le huitième webinaire de la série consacrée au changement climatique a réuni un public francophone particulièrement diversifié et engagé. Sur les 2652 personnes inscrites, 795 ont participé en direct, confirmant un intérêt pour les outils de mesure carbone dans l'espace francophone. Organisé par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), avec l'appui du programme régional « Mise en œuvre des priorités régionales et nationales d'adaptation en Afrique centrale et de l'Ouest (PACO) » – un programme financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, du Climat, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMUKN) dans le cadre de l'Initiative internationale pour le Climat (IKI) et exécuté par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), les participants provenaient de l'Afrique centrale et de l'Ouest, de l'Afrique du Nord, de l'océan Indien, des Caraïbes, de l'Europe et de l'Amérique du Nord. La majorité était composée de jeunes de moins de 35 ans, avec une prédominance masculine et une diversité professionnelle allant des salariés aux étudiants, entrepreneurs et personnes sans emploi.

Introduction

Les inscriptions au webinaire ont révélé une participation particulièrement représentative de la communauté francophone engagée sur les enjeux climatiques. La majorité était composée d'hommes, qui représentaient 76,4 % des inscrits, contre 23,6 % de femmes. Les jeunes générations étaient également fortement présentes, avec 55,3 % de participants âgés de moins de 35 ans, témoignant de l'intérêt croissant des nouvelles cohortes professionnelles pour les questions de mesure et de réduction des émissions. La diversité des profils professionnels a enrichi les échanges : les salariés constituaient le groupe le plus important (44,1 %), suivis des étudiants (28,3 %), des entrepreneurs (18 %) et des personnes sans emploi (9,6 %). Cette pluralité de statuts et d'expériences a permis d'aborder le calcul du bilan carbone sous des angles variés, allant de la pratique institutionnelle à l'apprentissage académique. Au total, 795 personnes ont effectivement participé au webinaire, confirmant l'intérêt marqué pour cette thématique dans l'ensemble de l'espace francophone.

Synthèse du webinaire

1. Ouverture

L'ouverture du webinaire a été assurée par Mme Cécile Martin-Phipps, directrice de l'IFDD, qui a replacé le bilan carbone dans une perspective stratégique. Elle a insisté sur le fait que mesurer les émissions n'est jamais un exercice abstrait, mais une condition préalable pour décider, prioriser et agir. Selon elle, un inventaire national fiable permet de documenter les contributions déterminées au niveau national, d'orienter les politiques sectorielles et de renforcer le dialogue avec les partenaires. À l'échelle d'une organisation, le bilan carbone révèle les principaux postes d'émission et aide à concentrer l'action là où elle est la plus efficace. Elle a également rappelé que les pays

francophones font face à des défis structurels, notamment des données incomplètes, un manque de spécialistes, des méthodes complexes et des difficultés à inscrire la mesure dans la durée. Elle a réaffirmé la mission de l'IFDD, qui consiste à rendre les méthodes accessibles, à renforcer les compétences et à accompagner les institutions dans la traduction des connaissances en décisions concrètes.

Le Dr Jan Philipp Butz, représentant de la GIZ, a ensuite partagé une réflexion ancrée dans son expérience en foresterie. Il a montré que le bilan carbone n'est pas un simple résultat chiffré, mais un outil d'aide à la décision permettant de comprendre les sources d'émissions, d'identifier les leviers d'action et de suivre l'évolution des trajectoires climatiques. Il a rappelé que les outils numériques tels que la télédétection, les systèmes d'information géographique, les bases de données et le cloud computing ont profondément transformé les possibilités de mesure. Il a toutefois insisté sur le fait que l'intelligence artificielle ne remplace ni les données de terrain, ni la métrologie scientifique, ni l'expertise humaine. Elle doit rester un outil d'assistance utilisé avec prudence et esprit critique. Il a encouragé les participants à considérer le bilan carbone comme un instrument accessible à tous, qu'il s'agisse de collectivités, d'entreprises, d'organisations communautaires, de chercheurs ou d'étudiants. Selon lui, l'enjeu est de transformer la donnée en compréhension, la compréhension en décision et la décision en action climatique.

2. Interventions principales

La première intervention technique a été assurée par M. El Hadji Mbaye Diagne, spécialiste des inventaires nationaux de gaz à effet de serre et négociateur du Sénégal à la CCNUCC. Il a apporté un éclairage essentiel sur les différences entre deux démarches souvent confondues : le Bilan Carbone®, utilisé à l'échelle des organisations, et l'inventaire national des GES, réalisé par les États dans le cadre des obligations internationales. Il a expliqué que, bien que les deux méthodes visent à mesurer les émissions de gaz à effet de serre, elles répondent à des objectifs, des publics et des cadres méthodologiques distincts. Le Bilan Carbone®, développé par l'ADEME et porté par l'Association pour la transition bas carbone, permet à une organisation de construire un plan d'action interne. Il repose sur les scopes 1, 2 et 3 du GHG Protocol et constitue une démarche volontaire, parfois obligatoire en France. L'inventaire national, quant à lui, est une obligation internationale pour tous les États Parties à la CCNUCC et à l'Accord de Paris. Il repose sur les lignes directrices du GIEC et ventile les émissions en quatre secteurs : énergie, procédés industriels, agriculture-foresterie-utilisation des terres, et déchets. Il sert au suivi des engagements climatiques nationaux et est soumis à un examen technique international. M. Diagne a insisté sur la nécessité de comprendre ces différences pour éviter les confusions fréquentes, et a rappelé que les deux démarches sont complémentaires mais non interchangeables.

La seconde intervention a été présentée par M. Théo Chamarande, chercheur post-doctorant à Montpellier (UMR Espace Dev, IRD), qui a illustré de manière concrète comment un laboratoire peut passer du calcul d'une empreinte carbone à la mise en œuvre d'une stratégie de réduction. Il a montré que le bilan carbone, lorsqu'il est bien conduit, devient un levier de transformation organisationnelle mobilisant les équipes autour d'objectifs communs. Il a détaillé les étapes de collecte des données d'activité, les facteurs d'émission physiques et monétaires, ainsi que les outils numériques utilisés dans les laboratoires français. Il a présenté plusieurs actions mises en œuvre dans les institutions académiques, telles que la rationalisation des achats, la mutualisation des

produits chimiques, la réduction des déplacements, l'interdiction de l'avion pour les trajets nationaux, la mise en place de buffets végétariens, l'instauration de quotas carbone individuels ou collectifs et la rénovation énergétique des bâtiments. Il a également insisté sur l'importance des démarches participatives, qui permettent d'impliquer les équipes dans la définition des objectifs et des mesures de réduction. Selon lui, le bilan carbone n'est qu'une première étape, qui doit s'inscrire dans une réflexion plus large sur les impacts environnementaux et sociaux des activités de recherche.

Enseignements transversaux et perspectives

Les échanges ont mis en évidence plusieurs enseignements majeurs. La maîtrise des fondamentaux du calcul carbone est indispensable pour agir efficacement. Les données d'activité fiables restent un défi dans de nombreux pays francophones, et les facteurs d'émission doivent être contextualisés pour refléter les réalités locales. Les inventaires nationaux et les bilans organisationnels sont complémentaires, mais ne doivent pas être confondus. Les outils numériques facilitent la collecte, l'analyse et la visualisation, mais ne remplacent pas l'expertise humaine. La formation des jeunes et des professionnels est un enjeu central, et la réussite d'une stratégie carbone repose sur une dynamique collective au sein des institutions.

Conclusion

Ce webinaire a permis de démystifier le calcul du bilan carbone et de montrer qu'il constitue une opportunité stratégique pour les institutions francophones. En réunissant experts, chercheurs, institutions et partenaires techniques, cette session a contribué à bâtir une communauté francophone capable de mesurer, comprendre et réduire ses émissions, en cohérence avec les engagements internationaux et les besoins locaux.



Le webinaire complet est disponible en libre accès et peut être visionné à l'adresse suivante :

<https://youtu.be/cmZ8l15SDEk?si=ICct2zhJuJfABgat>